

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 9 avril 1981

La séance est ouverte à 2 heures.

● (1405)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE CANADIEN NATIONAL

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LE PROJET D'ACHETER GULF CANADA LTÉE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire très urgente. Il semblerait maintenant que les rumeurs prévoyant l'acquisition de Gulf Canada par la caisse de pension du CN soient sur le point de se réaliser. Pour s'assurer que les contribuables canadiens ne seront pas bernés, comme ils l'ont été dans l'acquisition de Petrofina et afin de garantir aux pensionnés du CN un traitement équitable, je propose, appuyé par le député de Grey-Simcoe (M. Mitges):

Que la Chambre enjoigne au ministre des Transports d'entamer immédiatement une enquête sur les projets du CN d'acheter Gulf Canada Ltée et examine également la relation financière qui existe entre la caisse de pension du CN et les méthodes d'investissement du CN.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES ACCORDS FISCAUX FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX

LE DÉLAI ACCORDÉ POUR LA RÉDACTION DES MÉMOIRES ET LEUR PRÉSENTATION AU GROUPE DE TRAVAIL PARLEMENTAIRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. Étant donné que le gouvernement actuel qui trépigne de joie à l'idée d'imposer la clôture et qui éprouve un malin plaisir à impartir des délais artificiels accorde tout au plus 11 jours aux porte-parole des Canadiens qui sont démunis, qui reçoivent des soins médicaux ou qui poursuivent des études postsecondaires, pour préparer et convoquer les réunions nécessaires pour décider s'ils présenteront un mémoire au groupe de travail parlementaire qui étudie les accords fiscaux fédéraux-provinciaux, je propose, avec l'appui du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald):

Que la Chambre ordonne au groupe de travail de rencontrer au plus tôt les présidents du comité spécial mixte de la constitution, de façon qu'ils puissent

s'instruire directement des difficultés que les délais brefs et arbitraires suscitent aux Canadiens intéressés et engagés qui désirent apporter leur contribution à notre démarche législative.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME D'AIDE À L'ENTRETIEN DES TROUPEAUX—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire d'une pressante nécessité. Étant donné que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse de donner à la commission d'appel du Programme d'aide à l'entretien des troupeaux le pouvoir de modifier les critères de précipitations et de production prévus dans le programme, je propose, appuyé par le député de Medicine Hat (M. Hargrave):

Que le Gouvernement accorde à la commission d'appel le pouvoir d'éliminer les inéquités causées par les critères arbitraires du gouvernement en matière de précipitations et de production et afin que les nombreux éleveurs de bétail de l'Ouest qui n'ont pas été admissibles aux allocations d'aide du fait de ces critères injustes puissent être traités avec compassion et une certaine considération par les membres de la commission qui sont bien au courant des problèmes causés par la sécheresse de l'année dernière.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LA MISE EN ŒUVRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement à propos d'une question importante et urgente. Comme j'ai remis au ministre de l'Énergie, en juin dernier, un bulletin de premier semestre au pouvoir attestant qu'il n'avait pas réussi à respecter les promesses libérales faites à l'occasion des élections de 1980, comme le ministre a mis en œuvre un Programme énergétique national carrément impraticable, et comme c'est le temps de la remise des bulletins encore une fois au Canada, je propose, appuyé par le député-professeur de Prince-Albert (M. Hovdebo):